M. le Préfet,
Mme la DASEN,
M. et Mmes les élu.e.s
M. et Mmes les représentant.e.s des syndicats enseignants,
M. et Mmes les représentant.e.s des associations de parents d'élèves,

Après ces dernières semaines de confinement, CAPE91 souhaite adresser un message de soutien à l'ensemble de la communauté éducative qui permet la poursuite de l'instruction de nos enfants, malgré ces conditions difficiles : aux enseignants qui, en classe pour les enfants de personnels soignants, ou chez eux, maintiennent le lien avec leurs élèves ; aux personnels de direction ; aux personnels administratifs ; aux personnels des collectivités territoriales. Et aussi aux parents, qui sont encore plus aujourd'hui qu'hier des acteurs essentiels de l'accompagnement scolaire de leurs enfants.

L'annonce du Président de la République d'une réouverture des établissements scolaires le 11 mai prochain pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. À l'heure où nous parlons, il est difficile de prévoir si les conditions pourront être réunies pour un retour sans danger à l'école et cette décision semble prise sur des enjeux plus économiques que sanitaires. Au-delà de la santé de nos enfants et leurs enseignants, c'est aussi celle de leurs familles avec souvent des personnes à risques qui est en jeu.
Par ailleurs, s'il est certain que le confinement continue d'aggraver les inégalités sociales et que nombre d'enfants sont à risque de décrochage scolaire, c'est dès maintenant qu'il faut agir pour leur venir en aide, sans attendre un hypothétique retour en classe dans un mois !

Le Premier ministre a précisé dimanche soir que tous les établissements ne seraient pas concernés par une réouverture le 11 mai. Pour CAPE91, les conditions minimales que nous exigeons pour un retour en classe dans la plupart des villes de l'Essonne, qui reste l'un des départements les plus touchés par l'épidémie, sont une mise en œuvre drastique de moyens de protection et de nettoyage des établissements, un déploiement massif de tests sérologiques avec une priorité donnée à tous les enseignants et personnels des établissements et aux élèves, et un véritable accompagnement des élèves qui devront poursuivre chez eux le confinement pour des raisons familiales. Il faut bien admettre que ces conditions ne sont pas réunies, et ne le seront vraisemblablement pas dans les prochaines semaines.

En cas d'ouverture, il restera encore un certain nombre d'inconnues sur la prise en compte du vécu des élèves confinés, sur les évaluations, sur le contrôle continu pour les examens, sur la remise à niveau des élèves décrocheurs, et sur l'organisation des classes. Pour ce dernier point, à l'heure où

nous discutons de la carte scolaire de 2020-2021, avec encore de nombreuses classes à plus de 28 élèves, il est cocasse d'entendre le Premier ministre préconiser des classes de 15 élèves maximum.

Et n'oublions pas non plus qu'il y aura encore a minima un mois de continuité pédagogique. Nos adhérents nous ont fait part de leurs expériences, et il est manifeste qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour améliorer l'enseignement à distance, même si les enseignants sont pour la plupart de bonne volonté.

Il reste de nombreuses difficultés pour accéder aux contenus pédagogiques, en particulier au collège, et les enseignants n'ont pas encore assez pris des contacts individuels avec leurs élèves, en particulier en élémentaire. Même si beaucoup de parents se sentent capables d'accompagner leurs enfants, il existe cependant une proportion inquiétante de parents qui ne le peuvent pas. Dans tous les cas, l'apprentissage se fait dans des conditions difficiles, avec des parents travaillant eux-mêmes à la maison ou devant s'occuper des fratries. Il reste aussi des familles, certes en petit nombre, mais souvent justement les plus à risque de décrochage, qui ont disparu des radars. Nous sommes inquiets des conséquences à moyen et long terme de ces mois d'apprentissages limités pour l'ensemble des enfants et surtout les plus fragiles d'entre eux. Nous sommes inquiets aussi pour les élèves des classes de première et terminale, qui auront eu une année décidément bien particulière et semée d'embûches, et vigilants à ce que leur orientation n'en fasse pas les frais.

Nous demandons donc qu'il existe une vraie politique de soutien aux familles les plus en difficulté, avec de vrais moyens et des actions ciblées sur les élèves les plus en danger de décrochage, au plus proche du terrain, en porte à porte s'il le faut, pour les accompagner dans leurs apprentissages. Nous demandons aussi des moyens pour un accompagnement psychologique des élèves les plus fragiles et ceux qui sont depuis de longues semaines confrontés à l'épidémie et au confinement dans des conditions très difficiles, en particulier les enfants des personnels soignants.

Nous sommes conscients que tous souhaitent le meilleur pour les élèves, et que les personnels sont très mobilisés. Il faut maintenant que les pouvoirs publics prennent la mesure de l'immense défi que cette pandémie impose à l'avenir de la nation en déstabilisant l'instruction pour tous, et que des moyens exceptionnels soient mis en œuvre pour le surmonter de manière égalitaire.